

Des pratiques existantes
aux politiques de transition :
circulations et ambiguïtés

Cycle Pratiques sociales et politiques
de transition
12

HABITER LA TRANSITION

**“Communs mondiaux” et pratiques de transition
Les échelles de l’engagement en question**



**PIERRE DARDOT
FREDERIC SULTAN
ISABELLE FREMEAUX
SYLVAINE BULLE**

**14 mai 2019
9H30 - 17H
PARIS**

**Ecole Nationale Supérieure
d'Architecture Paris la Villette
144 avenue de Flandre 75019 Paris
Salle 112 B**

Entrée libre sans inscription



**Réseau
Approches Critiques
du Développement Durable
www.reseaucritiquesdeveloppementdurable.fr**



Réseau Approches Critiques du Développement Durable

Atelier thématique commun aux réseaux ACDD et ReHaL

En partenariat avec le Master

“Habitat et ville durable – Pour une approche critique de la fabrique urbaine”

Douzième journée de l'atelier

HABITER LA TRANSITION

Des pratiques existantes aux politiques de transition : circulations et ambiguïtés

Cycle « Écologie des pratiques et place des collectifs »

“Communs mondiaux” et pratiques de transition Les échelles de l'engagement en question

Mardi 14 mai 2019

9h30-17h00

Paris

École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris la Villette

144 avenue de Flandre 75019 PARIS

Salle 112 B

Coordinateurs de la séance : Léa Eynaud¹ et Frédéric Sultan²

Du côté de la recherche comme des organisations internationales, il est courant de désigner sous l'appellation de « biens publics mondiaux » ou de « biens communs de l'humanité » un certain nombre de ressources dites « naturelles » telles que l'eau, le climat, la couche d'Ozone, la biodiversité ou encore la planète elle-même. À l'échelle locale, les travaux de la prix Nobel d'économie Elinor Ostrom³ ont également mis en lumière la capacité de collectifs auto-organisés à gérer durablement des bassins de ressources naturelles (pêcheries, forêts, systèmes d'irrigation etc.), quelque part entre le marché et l'État. Toutefois le lien entre communs et écologie, tel qu'il se déploie dans l'arène politique et scientifique, connaît à notre sens deux principaux angles morts.

Premièrement, nous en savons peu sur les pratiques à l'œuvre dans des initiatives qui pourraient se réclamer de la notion de (biens) commun(s). Pourquoi s'engage-t-on dans des initiatives de transition en gérant des ressources en 'commun' ? Et comment s'y prend-on concrètement ? Quelles sont les pratiques qui comptent ? Quelle est la cause plus grande pour laquelle on se bat ? Disparition des ressources ? Effondrement général ?

Deuxièmement, le flou demeure quant à la manière dont les acteurs eux-mêmes, emboîtent les échelles, depuis des initiatives ultra-locales jusqu'à des problématiques d'ampleur globale, de l'habiter au dérèglement climatique. Quels liens les acteurs opèrent-ils sur le terrain entre leurs

¹ Doctorante contractuelle en Sociologie et Sciences de l'Environnement (École des Hautes Études en Sciences Sociales – CEMS et Université Libre de Bruxelles – IGEAT)

² Militant des communs, co-fondateur du Réseau francophone des communs et de l'association Remix the commons

³ Ostrom, E. (1990). *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Actions*. Cambridge: Cambridge University Press. La gouvernance des biens communs : pour une nouvelle approche des ressources naturelles/ Traduction et révision scientifique de Laurent Baechler, Bruxelles ; Paris, De Boeck, 2010.

pratiques et toutes sortes de politiques institutionnelles présentes à des échelles plus vastes ? Comment se mobilisent-ils ? Comment se fédèrent-ils ? Et quel(s) cadre(s) juridique(s) invoquent-ils ?

Alors que certains auteurs se focalisent sur des initiatives micro-locales, d'autres, se réclamant notamment de l'anthropocène, ne voient de transition possible qu'à des échelles géologiques. Dans les dynamiques mondiales en cours, entre en ligne de compte la capacité des territoires à affronter les changements liés, d'une part, à la globalisation et à la représentation des enjeux environnementaux par l'anthropo-scène, véritable "opérateur de totalisation ou de fédération de causes" et d'autre part, aux possibilités différenciées de construction de la vie sociale. L'hétérogénéité des "développements" se traduit, en effet, par des assemblages qui portent des communautés de valeurs et des compositions de communs qui refusent les normes occidentales ou l'irréversibilité décrite par l'anthropo-scène.

Deux notions requièrent ainsi une attention : celles d'interdépendance et d'agencements, désignant au sein des territoires, l'implication de différents êtres pour ouvrir de nouvelles significations (résistance, non-scalability, processus collaboratifs). Dans de très nombreux cas, par exemple dans la réparation de territoires, mais pas seulement (Zones à défendre, communs, critique de l'extractionnisme, alternatives coopératives), les histoires de lieux et de vie, les dispositifs et les fragments de territoires se combinent les uns aux autres, les agencements étant toujours situés et à la fois réticulaires et connectés.

Il s'agira donc d'interroger l'expression de « (biens) communs mondiaux » en elle-même. L'échelle globale va-t-elle effectivement de soi lorsque l'on parle de préserver la biodiversité, la terre, ou encore le climat ? Et si oui, dans quelle mesure ? Dans quels cas ? Et comment les acteurs s'organisent-ils à l'échelle trans- ou internationale ?

Pour répondre à ces questions, les travaux de Pierre Dardot et Christian Laval⁴ posent de précieux jalons. Prenant à revers tout à la fois la part de naturalisme contenue dans l'approche économique des "biens communs" et la dimension essentiellement défensive de l'entrée par les droits fondamentaux de l'humanité, ils mettent en avant la praxis instituante qui donne forme au commun comme le lieu par excellence du politique. Leurs travaux présentent en outre l'intérêt de transcender le localisme d'Elinor Ostrom en replaçant les communs dans le champ des luttes et en appelant à leur fédération, sur fond de crise du système néolibéral.

Mais comment cette pensée peut-elle dialoguer concrètement, avec les actions et les enjeux que rencontrent ceux qui s'impliquent sur le terrain, et à différents niveaux, dans des pratiques de transition ? Comment le commun peut-il donner sens à ces pratiques et, inversement, comment la sociologie du commun peut-elle apprendre de la spécificité des expériences et de luttes qui articulent les échelles, des pratiques du proche aux enjeux planétaires ?

Sans faire du commun la qualité d'un certain type de bien ou une dimension spontanée de l'agir humain, c'est bien la dimension politique des pratiques de transition que nous souhaitons interroger lors de cette séance, telle qu'elle se déploie dans l'espace et dans le temps. Nous poursuivrons cet objectif en organisant la rencontre entre chercheurs et activistes d'une part, mais aussi en portant une attention particulière à la dimension internationale des pratiques auxquelles les acteurs s'emploient, des arènes dans lesquelles ils s'engagent et des causes qu'ils défendent.

⁴ Dardot P., Laval C. (2014), *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte

Programme de la journée

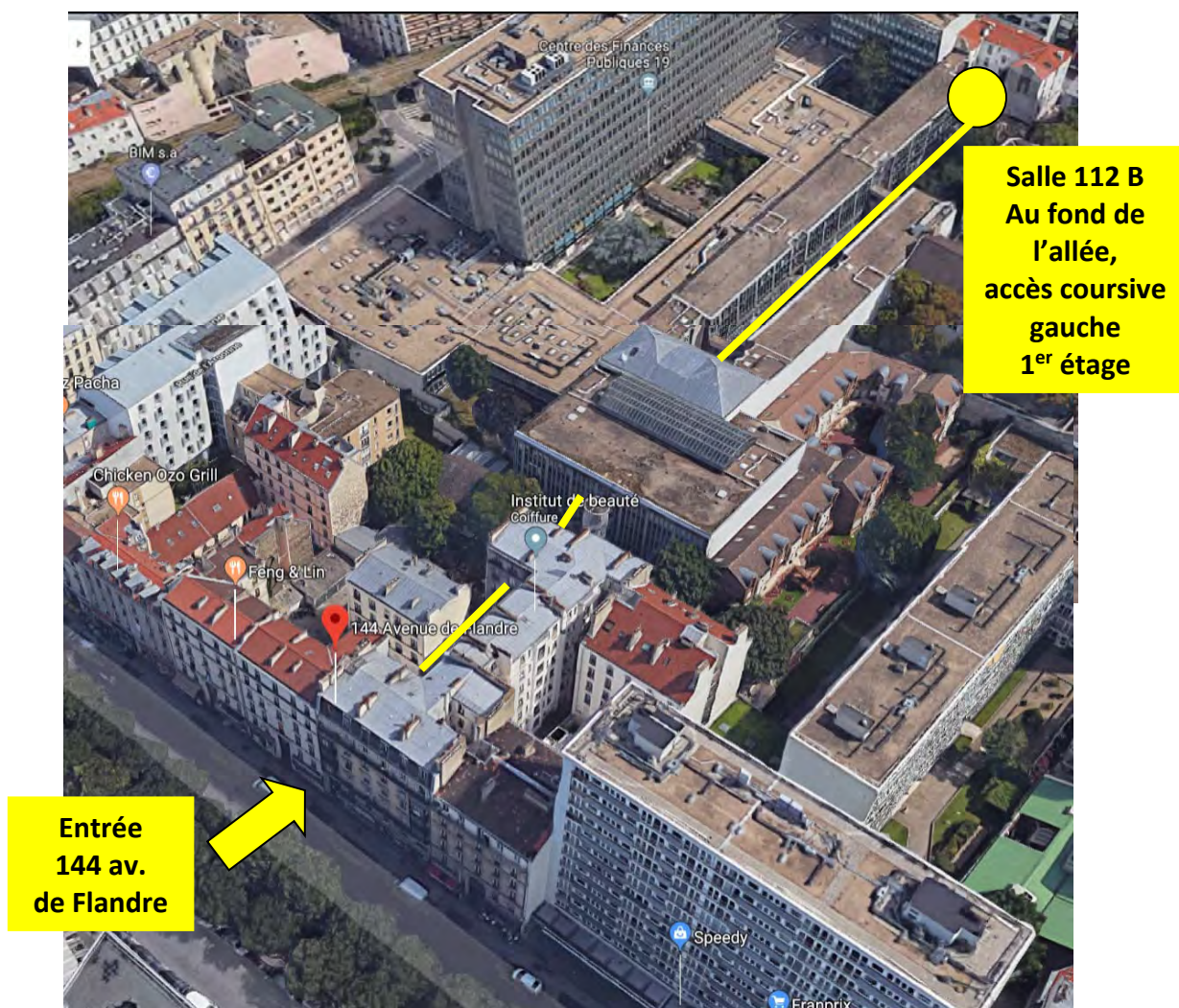
Introduction de Léa Eynaud et Frédéric Sultan

Matinée (9h30 - 12h30) :

- **Pierre Dardot**⁵ : « Quelle démocratie pour les communs mondiaux ? ».
- **Frédéric Sultan** : « Biens communs mondiaux ? Fabriquons des outils pour des politiques de commoning à l'échelle ... des enjeux ! ».

Après-midi (14h – 17h) :

- **Isabelle Frémeaux**⁶ : « Luttés habitées pour communs en devenir ».
- **Sylvaine Bulle**⁷ : « Autonomie politique et « commun ». Le cas d'une Zad entre hantise de l'unification et normalisation. ».



⁵ Philosophe, Professeur honoraire de Première Supérieure et chercheur rattaché au laboratoire Sophiapol de l'université Paris Nanterre

⁶ Militante et chercheuse, co-fondatrice du Laboratory of Insurrectionary Imagination et co-auteure de l'ouvrage Les sentiers de l'utopie

⁷ Sociologue, Professeure (ENSA Paris Val de seine). En délégation au CNRS-CRFJ au 01/09/2017